

Hartco

T3

RAPPORT DU TROISIÈME TRIMESTRE
Pour la période terminée le 30 septembre 2009

Hartco



METAFORE™



microserv®



Messages aux actionnaires

CHERS ACTIONNAIRES,

Tel que détaillé dans le rapport trimestriel qui suit, Hartco a enregistré des revenus consolidés de 99,0 M \$ pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2009 et un bénéfice net de 1,6 M \$ soit 0,11 \$ par action sur une base diluée comparativement à des revenus de 102,5 M \$ et un bénéfice net de 0,7 M \$ soit 0,05 \$ par action pour la période correspondante de l'an dernier.

Malgré des conditions économiques difficiles et la réduction de la demande pour les produits et services TI, nous avons amélioré notre bénéfice de 145% au cours du trimestre courant comparativement au trimestre correspondant de l'an dernier, et ce, grâce aux initiatives de réduction de dépenses entreprises au cours de la première moitié de l'année.

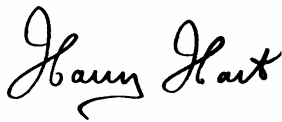
Le secteur Ventes aux entreprise a obtenu un BAIIA de 2,4 M \$ pour le troisième trimestre sur des revenus de 85,9 M \$, une baisse de 0,3 % comparativement à la période correspondante de l'année dernière. Le secteur Distribution et franchisage a obtenu un BAIIA de 0,3 M \$ pour le troisième trimestre sur des revenus bruts de 55,4 M \$, soit une baisse de 12,2 % des revenus comparativement à la période correspondante de l'année dernière.

La gestion efficace de nos comptes à recevoir ainsi que de nos comptes à payer combinée à la réduction de notre inventaire ont permis à Hartco de terminer le troisième trimestre en bonne position financière avec un montant net d'encaisse de 16,6 M \$.

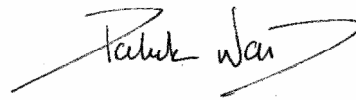
Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, le bénéfice net a atteint 2,6 M \$, soit 0,19 \$ par action sur une base diluée, sur des revenus consolidés de 317,0 M \$, comparativement pour la période correspondante de l'année dernière à un bénéfice net de 5,6 M \$, soit 0,41 \$ par action et des revenus consolidés de 349,4 M \$.

Nous prévoyons que le niveau des investissements TI par les entreprises sera restreint d'ici la fin de 2009, mettant ainsi de la pression sur ses revenus et marges pour le prochain trimestre. Toutefois, on s'attend à exploiter l'entreprise de façon rentable et bénéficiant du programme de réduction des coûts qui a été implanté plus tôt cette année. Nous continuerons d'évaluer les conditions du marché et ajuster notre structure de coûts en fonction de ces conditions tout en allouant nos ressources selon les priorités stratégiques. L'attention sera portée sur la maximisation de l'encaisse durant cette période.

Nous aimerions remercier notre équipe de direction, nos associés, nos partenaires fournisseurs et les membres de notre conseil d'administration pour leurs efforts et leur engagement à concrétiser la réussite de notre entreprise. Nous souhaitons témoigner toute notre reconnaissance à nos actionnaires pour la confiance et le soutien continus qu'ils nous accordent.



Harry Hart,
Président du conseil d'administration
et chef de la direction



Patrick Waid,
Président et chef de l'exploitation

Rapport de gestion

PÉRIODE DE RÉFÉRENCE

Le rapport de gestion qui suit effectue l'examen de la situation financière consolidée et des résultats des activités de Hartco inc. (la « Société » ou « Hartco ») pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2009 comparativement au troisième trimestre terminé le 30 septembre 2008 et pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 comparativement à la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008.

Ce rapport doit être lu de façon conjointe avec les informations figurant dans les états financiers consolidés pour ces périodes ainsi que les notes s'y rapportant.

CONVERSION DU FONDS

Le 24 février 2009, Fonds de revenu Hartco a annoncé son intention de se convertir en société ouverte. Le 14 avril 2009, les porteurs de parts du Fonds et les actionnaires d'Investissements Hartco inc., une société affiliée, ont adopté des résolutions extraordinaires approuvant le projet de plan d'arrangement (l'« Arrangement ») annoncé précédemment impliquant la Société, Hartco inc., Investissements Hartco inc. et Fiducie d'exploitation Hartco. Le 15 avril 2009, Hartco a obtenu l'ordonnance finale de la Cour Supérieure du Québec relativement à son projet de plan d'arrangement, de même que les statuts d'arrangement d'Industrie Canada, lesquels complètent la conversion du Fonds à Hartco inc. Par conséquent, toutes les unités en circulation du Fonds ainsi que les actions reflètent d'Investissements Hartco inc., une société affiliée, ont été échangées en actions ordinaires de Hartco inc. sur une base de une-sur-une. Suite à la conversion, il y avait 13 598 890 actions ordinaires de Hartco inc. émises et en circulation. Les actions ordinaires de Hartco inc. ont commencé à se transiger à la Bourse de Toronto le 20 avril 2009 sous le symbole « HCI ». Suite à la conversion, les actionnaires de Hartco inc. ont approuvé un nouveau régime d'option d'achat d'actions.

Cet arrangement a été comptabilisé selon la méthode de la continuité des intérêts communs de Fonds de revenu Hartco puisque Hartco inc. continuera d'exercer les mêmes activités du Fonds et qu'il n'y a aucun transfert de propriété. Les chiffres comparatifs sont ceux présentés par le Fonds.

Afin de simplifier la lecture du rapport trimestriel, nous référerons à Hartco ou la Société pour la période pendant laquelle elle opérait en fiducie et utiliserons bénéficiaire par action, actions et actionnaires pour désigner le bénéficiaire par part, les parts et les détenteurs de parts.

En tant que société par actions, Hartco est assujettie à l'impôt fédéral et provincial sur les bénéfices des sociétés à compter de la date de prise d'effet de l'arrangement. Hartco entend utiliser ses attributs fiscaux actuels pour réduire son bénéfice imposable suite à la conversion et prévoit utiliser ses pertes fiscales reportées.

DÉCLARATIONS DE NATURE PROSPECTIVE

Exception faite des renseignements historiques ci-inclus, les déclarations contenues dans ce document sont de nature prospective. Les déclarations de nature prospective impliquent des risques et des incertitudes connus et inconnus pouvant entraîner des différences importantes entre les résultats futurs et les résultats projetés. Ces risques incluent notamment des changements au niveau de la demande des clients en termes de produits et services des technologies de l'information, des changements au niveau des pratiques ou des modalités de prix des fournisseurs, des commandes des clients, des pratiques de prix par la concurrence, des changements aux lois et à la réglementation ainsi que des changements d'ordre général dans la conjoncture économique. La description des risques qui pourraient faire en sorte que nos résultats diffèrent de façon appréciable de nos attentes se retrouve dans notre rapport de gestion annuel.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

La Société exerce ses activités dans deux secteurs au Canada : le secteur Distribution et Franchisage et le secteur Vente aux entreprises.

Le secteur **Distribution et Franchisage** englobe les activités de distribution de la Société exploitées par Hartco Société en Commandite (s.e.c.) ainsi que le franchisage d'établissements vendant une vaste gamme de solutions de technologies de l'information à des entreprises et organismes de toutes tailles des secteurs privé et public. Ces franchises œuvrent sous les enseignes Metafore^{MC}, MicroAge^{MD}, Microserv^{MD} et Northwest Digital^{MD} qui ensemble comptent plus de 60 établissements à travers le pays. Les revenus de ce secteur comprennent des revenus de produits aux franchisés et des redevances provenant des revenus des franchisés. Les résultats de Hartco s.e.c. comprennent également les activités et les charges d'exploitation reliées aux services généraux offerts par la Société.

Rapport de gestion

Le secteur **Vente aux entreprises** comprend les activités des établissements exploités par les sociétés en commandite de la Société sous les dénominations Metafore s.e.c. (« Metafore »), Solutions Technologiques Dorval s.e.c. (« Microserv ») et celles d'une franchise MicroAge désignée comme étant une entité à détenteurs de droits variables (« EDDV »).

REVUE DES PRIORITÉS D'ENTREPRISE

En 2009, la Société a fixé trois priorités principales pour ses unités d'exploitation :

1. Maximiser le rendement sur le capital investi;
2. Uniformiser et optimiser les processus et les systèmes de l'ensemble des unités d'exploitation;
3. Investir dans le capital humain pour mieux positionner l'entreprise en vue de sa réussite à long terme.

En ce qui a trait à la première priorité, la Société a continué de réduire ses investissements au niveau des stocks et a établi une gestion serrée de ses comptes recevables et de son budget d'investissement en capital. Le budget d'investissement en capital donne priorité aux projets qui ont un impact positif sur la productivité et la rentabilité de l'ensemble des unités d'exploitation de la Société. Les actionnaires ont approuvé au début du deuxième trimestre, le projet de conversion en société ouverte, ce qui permettra à Hartco de préserver ses liquidités afin de soutenir sa croissance future et maintenir une saine situation financière durant la récession économique actuelle. Au cours du troisième trimestre, la Société a annoncé l'offre publique de rachat dans le cadre normal de ses activités. Ceci permet à la Société de racheter à des fins d'annulation jusqu'à 5% des actions ordinaires émises et en circulation pour une période de douze mois commençant le 28 août 2009 conformément aux règles et prescriptions de transaction sur un marché libre. Au 30 septembre 2009, la Société avait racheté 22 000 actions à un prix moyen de 2,18 \$ par action pour un total de 48 000 \$. Le Conseil d'administration de Hartco estime que le rachat d'actions constitue une utilisation adéquate de ses ressources financières et qu'il sera avantageux pour Hartco.

Afin de s'adapter à la situation économique du marché et maximiser ses résultats d'exploitation, Hartco a mis en place un programme de réduction des coûts au cours du deuxième trimestre ayant pour objectif de réduire les dépenses d'exploitation de 10 % annuellement.

Le 13 août 2009, la Société a approuvé un projet afin d'intégrer l'ensemble de ses systèmes d'exploitation importants en une seule version commune pour harmoniser et optimiser les processus d'affaires et les systèmes de l'ensemble de ses unités d'affaires. Ce projet a démarré au cours du quatrième trimestre de 2009 et nous prévoyons le compléter dans un délai de 18 mois. La décision d'implanter cette nouvelle solution suit l'établissement d'un centre de services administratifs et financiers partagés afin de supporter l'ensemble de ses unités de façon plus efficace.

Au cours du troisième trimestre, la Société a conclu une entente pour sa nouvelle facilité de crédit et a changé son processus de gestion de l'encaisse. Cette facilité de crédit permettra à la Société de bénéficier d'une plus grande flexibilité pour appuyer son développement à long terme et améliorer son processus de gestion de ses ressources financières.

Finalement, sur le plan du capital humain, un processus de gestion du rendement a été mis en place au sein de chacune des unités d'exploitation afin de coordonner les objectifs d'affaires 2009 avec ceux de la Société et ainsi uniformiser les pratiques de recrutement, de rémunération, d'évaluation du rendement et du développement professionnel. La Société a aussi adopté un programme d'avantages sociaux harmonisé qui sera en place pour 2010. Les unités d'affaires de la Société ont continué de recruter du personnel qualifié dans plusieurs secteurs afin de renforcer le leadership et améliorer les compétences. La Société évalue présentement d'autres opportunités visant à améliorer l'efficacité et l'efficacités organisationnelle.

Au cours du trimestre, la Société a octroyée 987 668 options d'achat d'actions à ses administrateurs et dirigeants afin d'aligner les intérêts des actionnaires et de la direction pour le développement à long terme de Hartco. Les options d'actions sont octroyées au prix du marché à la date de l'octroi, sont acquises sur une période de cinq ans et peuvent être exercées sur une période maximale de dix ans à compter de la date de l'octroi de l'option.

Caractère saisonnier

Historiquement, le niveau des revenus de la Société est plus important aux premier et quatrième trimestres, et moins élevé au cours des deuxième et troisième trimestres. Cette tendance est liée aux cycles d'achats des entreprises et des organismes gouvernementaux qui sont plus élevés en fin d'exercice.

Rapport de gestion

RÉSULTATS CONSOLIDÉS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2009 COMPARATIVEMENT AU TROISIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2008

Le bénéfice consolidé pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009 s'est élevé à 1,6 M \$, soit 0,12 \$ par action et 0,11 \$ sur une base diluée, comparativement à 0,7 M \$, soit 0,05 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre correspondant terminé le 30 septembre 2008.

Les revenus consolidés se sont chiffrés à 99,0 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009, comparativement à 102,5 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008, soit une diminution de 3,5 M \$ ou 3,4 %. Les revenus nets du secteur Distribution et franchisage ont diminué de 3,2 M \$ ou 19,5 %, tandis que les revenus du secteur Vente aux entreprises ont diminué de 0,3 M \$ ou 0,3 %.

Les coûts des produits vendus et les dépenses d'exploitation ont atteint 96,4 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009, comparativement à 101,0 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008. Cette baisse est attribuable à la réduction du volume et la mise en place du programme de réduction de coûts à la fin du deuxième trimestre.

Le BAIIA consolidé s'est chiffré à 2,7 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009, comparativement à 1,5 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008, soit une augmentation de 1,2 M \$ ou 76,6 %. L'augmentation de la marge brute et du BAIIA est reliée à la hausse générale des marges du secteur Distribution et franchisage et Vente aux entreprises. La diminution des volumes a eu un impact défavorable de 0,5 M \$ sur le BAIIA consolidé tandis que la hausse des marges a eu un impact favorable de 0,9 M \$. La diminution des frais d'exploitation représentent 0,8 M \$ comparativement à la même période l'année dernière. Ces éléments et autres écarts sont expliqués dans l'analyse des résultats sectoriels.

L'amortissement consolidé pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009 a été de 0,5 M \$ alors qu'il était de 0,6 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008.

Les frais financiers nets ont totalisé 0,1 M \$ pour le trimestre courant, comparativement à 0,2 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008. Ces frais financiers incluent majoritairement des frais bancaires pour le trimestre se terminant au 30 septembre 2009 et 2008 vu le niveau moins élevé d'emprunt au cours des derniers 24 mois.

La charge d'impôts sur le revenu enregistrée durant le dernier trimestre est de 0,3 M \$, de même que pour le trimestre correspondant de 2008. La majorité de la charge d'impôts sur le revenu est reportée grâce à l'utilisation prévue des pertes fiscales reportées.

La quote-part des résultats des sociétés satellites s'est chiffrée à 0,1 M \$ pour les trimestres terminés le 30 septembre 2009 et le 30 septembre 2008, et elle reflète la participation aux résultats du franchisé MicroAge, qui est exploité indépendamment du secteur Vente aux entreprises.

La part des profits des actionnaires sans contrôle s'est élevée à 0,3 \$ pour le trimestre courant et reflète la part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice de la société considérée comme une EDDV comparativement à une perte de 0,1 M \$ pour le troisième trimestre de l'année dernière.

Activités abandonnées

Suite au désinvestissement de la division de vente au détail de CompuSmart en 2007, la Société a réglé certains baux qui ont été résiliés et est présentement à régler les obligations du dernier bail restant.

Résultats sectoriels

Distribution et franchisage

Les revenus nets du secteur Distribution et franchisage, excluant les redevances, ont été de 13,1 M \$, pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009, comparativement à 16,3 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008. Cette diminution s'explique par des revenus moins élevés provenant du réseau MicroAge.

Les revenus découlant de redevances ont été de 0,5 M \$ pour les trimestres terminés le 30 septembre 2009 et 2008.

Le BAIIA du secteur a été une perte de 0,3 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009, comparativement à un BAIIA négatif de 0,1 M \$ pour le trimestre correspondant l'an dernier. Les frais d'exploitation ont diminué de 0,2 M \$ au cours du trimestre courant comparativement à l'an dernier. Le contrôle des coûts et la réduction d'effectifs ont contribué

Rapport de gestion

à cette amélioration. La baisse de volume a eu un effet défavorable de 0,4 M \$ compensée par une augmentation de la marge de 0,6 M \$. Il est à noter que les frais généraux de la Société sont comptabilisés dans ce secteur.

Vente aux entreprises

Le secteur Vente aux entreprises a enregistré des revenus de 85,9 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009, comparativement à 86,2 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008, une diminution de 0,3 M \$ ou 0,3 %. Ce déclin est moins important comparativement aux trimestres précédents.

Le BAIIA du secteur a atteint 2,4 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009, comparativement à 1,6 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008, une augmentation de 0,8 M\$. L'augmentation du BAIIA s'explique par la hausse des marges pour 0,3 M \$ et par la diminution de 0,5 M \$ des frais d'exploitation en réponse au programme de réduction des coûts. La direction continue de consolider ses opérations en diminuant le nombre de systèmes d'exploitation et est constamment à l'affût des opportunités d'intégration des activités administratives, de maximisation de la productivité et de l'efficacité opérationnelle.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

Trimestre terminé le	30 septembre 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 décembre 2008
	\$	\$	\$	\$
Revenus	99 041	102 705	115 260	119 427
BAIIA ⁽¹⁾	2 679	1 254	1 054	4 644
Bénéfice net	1 614	608	355	2 524
Bénéfice par action dilué	0,11	0,04	0,03	0,19

	30 septembre 2008	30 juin 2008	31 mars 2008	31 décembre 2007
	\$	\$	\$	\$
Revenus	102 500	117 686	129 176	121 180
BAIIA ⁽¹⁾	1 517	4 520	3 245	2 806
Bénéfice net				
Activités poursuivies	659	2 952	1 974	510
Activités abandonnées	-	-	-	399
Bénéfice net	659	2 952	1 974	909
Bénéfice par action dilué				
Activités poursuivies	0,05	0,22	0,15	0,04
Total incluant les activités abandonnées	0,05	0,22	0,15	0,07

⁽¹⁾ BAIIA : Voir la définition dans la section Mesures financières non conformes aux PCGR.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2009 COMPARATIVEMENT À LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2008

Le bénéfice net consolidé pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 s'est élevé à 2,6 M \$, soit 0,19 \$ par action (de base et dilué), comparativement à 5,6 M \$, soit 0,41 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante terminée le 30 septembre 2008.

Les revenus consolidés se sont chiffrés à 317,0 M \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, comparativement à 349,4 M \$ pour la période terminée le 30 septembre 2008, soit une diminution de 32,4 M \$ ou 9,3 %. Les revenus nets du secteur Distribution et franchisage ont diminué de 3,9 M \$ ou 7,4 %, tandis que les revenus du secteur Vente aux entreprises ont diminué de 28,5 M \$ ou 9,6 %.

Les coûts des produits vendus et les dépenses d'exploitation ont atteint 312,0 M \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, comparativement à 340,1 M \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008. Cette baisse est attribuable à la réduction du volume et au programme de réduction et de restriction des coûts.

Rapport de gestion

Le BAIIA consolidé s'est chiffré à 5,0 M \$ pour la période terminée le 30 septembre 2009, comparativement à 9,3 M \$ pour la période terminée le 30 septembre 2008, soit une diminution de 4,3 M \$ ou 46,3 %. La diminution du BAIIA est reliée aux volumes réduits de ventes et à la réduction des marges du secteur Ventes aux entreprises. Les frais d'exploitation ont diminué de 1,2 M \$ malgré des dépenses non-récurrentes. Ces éléments et autres écarts sont expliqués dans l'analyse des résultats sectoriels.

L'amortissement consolidé pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 a été de 1,5 M \$ alors qu'il était de 1,8 M \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008.

Les frais financiers nets ont totalisé 0,5 M \$ pour la période courante de neuf mois et 0,6 M \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008. Le bas niveau d'emprunts sur la facilité de crédit comparativement à la période correspondante de l'an dernier a été compensé par des frais d'intérêt additionnels liés à des cotisations de taxes de ventes pour les années 2005 à 2008.

La charge d'impôts sur le revenu enregistrée durant la période courante de neuf mois est de 0,7 M \$, comparativement à 1,8 M \$ enregistrée pour la période correspondante de 2008. La majorité de la charge d'impôts sur le revenu est reportée grâce à l'utilisation prévue des pertes fiscales reportées.

La quote-part des résultats des sociétés satellites s'est chiffrée à 0,4 M \$ pour les périodes terminées le 30 septembre 2009 et 2008, et elle reflète la participation de 50 % aux résultats du franchisé MicroAge, qui est exploité indépendamment du secteur Vente aux entreprises.

La part des profits des actionnaires sans contrôle s'est élevée à 0,2 \$ pour la période courante et reflète la part des actionnaires sans contrôle dans le profit de la société considérée comme une EDDV comparativement à une perte de 0,1 M \$ pour la période de l'année dernière.

Résultats sectoriels

Distribution et Franchisage

Les revenus nets du secteur Distribution et Franchisage, excluant les redevances, ont été de 46,9 M \$, pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, comparativement à 50,7 M \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008. Cette diminution s'explique par des revenus moins élevés provenant du réseau MicroAge.

Les revenus découlant de redevances ont été de 1,5 M \$ pour les périodes de neuf mois terminées le 30 septembre 2009 et 2008 reflétant une légère diminution des ventes du réseau MicroAge.

Le BAIIA du secteur a été de 0,8 M \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, comparativement à un BAIIA de 0,7 M \$ pour la période correspondante l'an dernier. Le profit brut a été affecté négativement par une diminution des volumes de l'ordre de 0,6 M \$. La diminution des frais d'exploitation de 0,7 M \$ a positivement affecté le BAIIA et est attribuable à des réductions d'effectifs ainsi que le contrôle des coûts, malgré une charge reliée à des cotisations de taxes de ventes pour les années 2005 à 2008 de 0,4 M \$ et à des frais de conversion de 0,3 M \$. Il est à noter que les frais généraux de la Société sont comptabilisés dans ce secteur.

Vente aux entreprises

Le secteur Vente aux entreprises a enregistré des revenus de 286,6 M \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, comparativement à 297,1 M \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008. Cette diminution des ventes de 28,5 M \$ ou 9,6 % s'explique principalement par une diminution des volumes à travers le pays.

Le BAIIA du secteur a atteint 4,2 M \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, comparativement à 8,5 M \$ pour la période terminée le 30 septembre 2008, une diminution de 4,3 M \$. La baisse du BAIIA s'explique par la diminution des volumes de 4,3 M \$ et des marges moins élevées de 0,6 M \$. Les marges plus basses ont été impactées par des provisions pour désuétude de 0,7 M \$. Le BAIIA a obtenu un effet positif de 0,6 M \$ suite à l'amélioration des coûts et de la réduction d'effectifs.

LIQUIDITÉS ET SITUATION FINANCIÈRE

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies ont atteint 10,0 M \$, comparativement à un flux de trésorerie de 4,8 M \$ pour le trimestre correspondant de l'an dernier. Un montant de 0,2 M \$ a été décaissé pour les activités abandonnées en 2009 comparativement à un décaissement de 2,0 M \$ en 2008.

Rapport de gestion

Les activités d'exploitation, avant la variation d'éléments hors-caisse du fonds de roulement, ont généré des flux de trésorerie de 4,7 M \$ durant la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, comparativement à des flux de trésorerie de 9,1 M \$, pour la période correspondante terminée le 30 septembre 2008. L'encaisse générée par les éléments hors-caisse du fonds de roulement a totalisé 9,6 M \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, comparativement à 2,0 M \$ au cours de la période correspondante de l'an dernier.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, les débiteurs, les stocks et les revenus reportés ont eu un impact favorable sur le solde de la variation des éléments hors-caisse du fonds de roulement de 12,1 M \$, 7,4 M \$ et 0,7 M \$ respectivement. Les créditeurs et charges à payer ont eu un impact négatif de 10,3 M \$. L'an dernier, pour la période correspondante, les débiteurs et les stocks ont eu un impact favorable de 13,1 M \$ et 3,3 M \$ respectivement, alors que les créditeurs et charges à payer ont diminué de 13,6 M \$. La politique de la Société est de profiter des escomptes de paiement rapide des fournisseurs et de financer temporairement ses comptes clients jusqu'au terme du cycle de conversion de l'encaisse. Le solde des créditeurs et charges à payer a augmenté de 0,6 M \$ alors que les comptes clients et les stocks ont diminué de 1,5 M \$ et 4,9 M \$ respectivement au 30 septembre 2009 comparativement aux niveaux du 30 septembre 2008.

Il n'y avait aucun tirage sur les facilités de crédit au 30 septembre 2009 et au 30 juin 2009. Les distributions aux détenteurs de parts et d'unités d'actions reflètent pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 totalisaient 3,0 M \$ comparativement à 6,0 M \$ pour la période terminée de neuf mois terminée le 30 septembre 2008. Pour la période d'octobre 2005 au 15 avril 2009, soit à la date de conversion du Fonds de revenu, la Société a maintenu des distributions mensuelles de 0,05 \$ par part. Des frais de financement de 0,3 M \$ ont été capitalisés pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 alors qu'ils étaient nuls pour la même période de l'année précédente.

Les flux de trésorerie utilisés par des activités d'investissement ont totalisé 0,9 M \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, comparativement à 0,2 M \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008. Les prêts à recevoir d'une société satellite sont demeurés inchangés au cours de la période de neuf mois courante comparativement à une réduction de 0,3 M \$ pour le même trimestre l'an dernier.

Les dépenses en immobilisations ont atteint 0,9 M \$ pour les périodes de neuf mois terminées le 30 septembre 2009 et 2008. Les dépenses en immobilisations sont consacrées à l'amélioration de l'infrastructure informatique ainsi qu'aux systèmes d'exploitation et des améliorations locatives. La Société n'est engagée à faire aucune dépense en capital importante, autre que le projet de remplacer les systèmes d'exploitation importants en une seule version commune et intégrée, et en raison de la nature de ses activités, la Société n'est pas tenue d'investir de façon importante en immobilisations corporelles. Il n'y a pas eu de produit de cession d'immeuble durant la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 comparativement à 0,5 M \$ pour la période correspondante terminée le 30 septembre 2008.

Au cours du trimestre, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités. Dans le cadre de cette offre publique de rachat, Hartco est autorisée à racheter à des fins d'annulation jusqu'à concurrence de 679 944 actions ordinaires durant la période de douze mois commençant le 28 août 2009 et se terminant le 27 août 2010, représentant 5% des actions ordinaires de Hartco émises et en circulation. Hartco effectuera ses achats par l'entremise de la Bourse de Toronto au prix du marché des actions ordinaires au moment du rachat. Au 30 septembre, 2009 la Société avait racheté 22 000 actions à un prix moyen de 2,18 \$ pour un total de 48 000 \$ et avait annulé 19 200 actions. Les actions restantes ont été annulées postérieurement au 30 septembre 2009.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non conforme aux PCGR recommandée par l'ICCA en vue d'établir une mesure cohérente et comparable des flux de trésorerie disponibles d'une entité à l'autre à partir des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Cette mesure est utilisée comme indicateur de la solidité et de la performance financière. Les mesures financières non-conformes aux PCGR n'ont aucune signification normalisée préconisée par les PCGR, et par conséquent, elles sont peu susceptibles d'être comparées à des mesures semblables présentées par d'autres entités.

Les flux de trésorerie disponibles normalisés constituent une indication de la capacité de l'entité de continuer à générer des liquidités discrétionnaires grâce aux activités d'exploitation, et comprennent les flux de trésorerie d'exploitation après déduction des dépenses en immobilisations totales et des dividendes qui s'apparentent davantage à des frais financiers. Cette mesure ne correspond pas nécessairement aux flux de trésorerie disponibles au cours de la période pour utilisation discrétionnaire par la direction, qui peuvent être affectés par d'autres sources de trésorerie et d'autres utilisations non discrétionnaires.

Rapport de gestion

Les flux de trésorerie disponibles se définissent comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, comme ils sont comptabilisés selon les PCGR, déduction faite des ajustements pour tenir compte :

- a) total des dépenses en immobilisations inscrit selon les PCGR;
- b) dividendes, quand cela est stipulé, à moins qu'ils ne soient déduits du calcul des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Les dépenses en immobilisations sont définies comme étant des décaissements de nature capitale requis afin de maintenir l'entreprise à son niveau actuel de capacité d'exploitation et d'efficacité et incluent les acquisitions d'actifs incorporels. Les flux de trésorerie normalisés et ajustés comprennent le produit de cession des immobilisations et l'encaissement net des prêts à recevoir.

Le calcul pour les périodes à l'étude est établi comme suit :

Flux de trésorerie disponibles normalisés et ajustés (en milliers de dollars)	Trimestres terminés le 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées le 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	4 521	5 832	14 282	11 094
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(406)	(212)	(893)	(901)
Frais financiers reportés	(209)	-	(296)	-
Décaissements provenant des activités abandonnées	(193)	(372)	(188)	(2 032)
Flux de trésorerie disponibles normalisés	3 713	5 248	12 905	8 161
Produit de cession des immobilisations	-	-	-	460
Encaissement net des prêts à recevoir	-	5	-	271
Flux de trésorerie normalisés et ajustés	3 713	5 253	12 905	8 892

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux PCGR. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont aucune signification normalisée préconisée par les PCGR, et par conséquent, elles sont peu susceptibles d'être comparées à des mesures semblables présentées par d'autres entités.

La Société définit le BAIIA comme le bénéfice avant les frais financiers, l'amortissement, la dépréciation d'actifs, les provisions pour impôts sur les bénéfices, la quote-part des résultats des sociétés satellites et la part des actionnaires sans contrôle. Le BAIIA pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009 s'est chiffré à 4,9 M \$ (9,3 M \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2008) et il s'agit du même montant que le bénéfice découlant des activités poursuivies en excluant les éléments suivants, tel que présenté aux états consolidés des résultats et du résultat étendu. Le rapport du BAIIA est conçu pour aider les utilisateurs à effectuer l'analyse financière.

Le rapprochement du BAIIA et du bénéfice des activités poursuivies est comme suit :

Rapprochement du BAIIA (en milliers de dollars)	Trimestres terminés le 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées le 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net	1 614	659	2 577	5 586
Rajouter:				
Part des actionnaires sans contrôle	271	(84)	153	(138)
Quote-part des résultats des sociétés satellites	(122)	(141)	(409)	(354)
Impôts sur les bénéfices	347	328	655	1 821
Frais financiers	118	184	522	572
Amortissement	451	571	1 490	1 796
BAIIA	2 679	1 517	4 988	9 283

DISTRIBUTIONS EN ESPÈCES ET POLITIQUE DE DIVIDENDES

Entre octobre 2005 et le 15 avril 2009, soit la date de conversion du Fonds, la Société a procédé mensuellement à des distributions en espèces aux détenteurs de ses parts inscrits le dernier jour ouvrable de chaque mois, et aux détenteurs d'unité d'actions reflet, et ce, basées sur les liquidités distribuables normalisées et ajustées annuellement qui ont été générées par le Fonds. Les liquidités distribuables normalisées et ajustées ont été utilisées pour les remboursements de dettes et les distributions en espèces aux détenteurs de parts.

Rapport de gestion

Les montants des distributions ont été établis en mensualités égales sans tenir compte des fluctuations saisonnières normales ayant lieu en cours d'année. La distribution en espèces pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 s'est chiffrée à 3,0 M \$, sur lesquels 2,2 M \$ ont été attribués aux détenteurs de parts et 0,8 M \$ aux détenteurs d'actions reflet.

Suite à la conversion du Fonds, le Conseil d'administration a adopté une politique de dividendes ayant pour objectif premier de maintenir un ratio de forte croissance du capital. Selon cette politique et la situation économique actuelle, aucun dividende n'a été déclaré depuis le 15 avril 2009 et le Conseil d'administration n'a pas prévu en déclarer.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, le Fonds a déclaré des distributions à ses détenteurs de parts et à ses détenteurs d'unités d'actions reflet, comme suit :

a) Distributions 2009

Distribution aux détenteurs de parts

Date du paiement	Date d'inscription	Distribution par part \$	Distribution déclarée \$
15 janvier 2009	31 décembre 2008	0,050	499 440
15 février 2009	31 janvier 2009	0,050	499 440
16 mars 2009	28 février 2009	0,050	499 440
15 avril 2009	31 mars 2009	0,050	499 440
30 avril 2009	14 avril 2009	0,025	249 720
Total des distributions		0,225	2 247 480

Distribution aux détenteurs d'unités d'actions reflet

Date du paiement	Date d'inscription	Distribution par part \$	Distribution déclarée \$
15 janvier 2009	31 décembre 2008	0,046	167 137
15 février 2009	31 janvier 2009	0,046	167 137
16 mars 2009	28 février 2009	0,046	167 137
15 avril 2009	31 mars 2009	0,046	167 137
30 avril 2009	14 avril 2009	0,023	83 569
Total des distributions		0,207	752 117

Total des distributions

Date du paiement	Date d'inscription	Distribution déclarée \$
15 janvier 2009	31 décembre 2008	666 577
15 février 2009	31 janvier 2009	666 577
16 mars 2009	28 février 2009	666 577
15 avril 2009	31 mars 2009	666 577
30 avril 2009	14 avril 2009	333 289
Total des distributions		2 999 597

Rapport de gestion

b) Distributions 2008

Distribution aux détenteurs de parts

Date du paiement	Date d'inscription	Distribution par part	Distribution déclarée
		\$	\$
15 janvier 2008	31 décembre 2007	0,05	499 440
15 février 2008	31 janvier 2008	0,05	499 440
17 mars 2008	29 février 2008	0,05	499 440
15 avril 2008	31 mars 2008	0,05	499 440
15 mai 2008	30 avril 2008	0,05	499 440
15 juin 2008	31 mai 2008	0,05	499 440
15 juillet 2008	30 juin 2008	0,05	499 440
15 août 2008	31 juillet 2008	0,05	499 440
15 septembre 2008	31 août 2008	0,05	499 440
Total des distributions		0,45	4 494 960

Distribution aux détenteurs d'actions reflet

Date du paiement	Date d'inscription	Distribution par part	Distribution déclarée
		\$	\$
15 janvier 2008	31 décembre 2007	0,046	167 137
15 février 2008	31 janvier 2008	0,046	167 137
17 mars 2008	29 février 2008	0,046	167 137
15 avril 2008	31 mars 2008	0,046	167 137
15 mai 2008	30 avril 2008	0,046	167 137
15 juin 2008	31 mai 2008	0,046	167 137
15 juillet 2008	30 juin 2008	0,046	167 137
15 août 2008	31 juillet 2008	0,046	167 137
15 septembre 2008	31 août 2008	0,046	167 137
Total des distributions		0,414	1 504 233

Total des distributions

Date du paiement	Date d'inscription	Distribution déclarée
		\$
15 janvier 2008	31 décembre 2007	666 577
15 février 2008	31 janvier 2008	666 577
17 mars 2008	29 février 2008	666 577
15 avril 2008	31 mars 2008	666 577
15 mai 2008	30 avril 2008	666 577
15 juin 2008	31 mai 2008	666 577
15 juillet 2008	30 juin 2008	666 577
15 août 2008	31 juillet 2008	666 577
15 septembre 2008	31 août 2008	666 577
Total des distributions		5 999 193

RESSOURCES EN CAPITAL

Le 31 juillet 2009, la Société a conclu une nouvelle entente de financement de l'ordre de 45,0 M \$ afin de remplacer la facilité de crédit garantie par des actifs de 55,0 M \$ qui venait à échéance le 31 décembre 2009. Cette nouvelle entente comprend une tranche de crédit rotative renouvelable de 3 ans de 25,0 M \$ qui peut être prolongée d'une année supplémentaire avant chaque date d'anniversaire et de deux tranches de crédit remboursables sur demande de 10 M \$ chacune. Cette facilité de crédit porte intérêt à divers taux selon le taux de base ou le taux des acceptations bancaires majoré d'une prime calculée sur la base de l'atteinte de certains ratios financiers. De plus, la Société est assujettie au maintien de ratios habituels de couverture de la dette sur l'avoir net corporel et des charges fixes ainsi que certaines

Rapport de gestion

autres conditions. Cette nouvelle facilité permettra à Hartco de bénéficier d'une plus grande flexibilité et sera mieux adaptée à son modèle d'affaires. La facilité précédente garantie par des actifs avait été négociée en 2004 alors que Hartco exerçait une part importante de ses activités dans le secteur de la vente au détail, duquel elle s'est retirée en 2007. La nouvelle facilité sera utilisée pour financer les activités courantes et les besoins de fonds de roulement de la Société et fournira les liquidités requises pour soutenir son développement.

La Société avait un ratio dette:capitalisation de 0:100 au 30 septembre 2009 et a maintenu ce ratio depuis juin 2008. L'endettement est calculé net de l'encaisse et le capital inclut la part des actionnaires sans contrôle. Au 30 septembre 2009, la Société respectait ses ratios financiers et ses ratios de couverture.

La Société croit que les flux de trésorerie résultant de l'exploitation, les fonds rendus disponibles par sa facilité de crédit et les autres sources d'encaisse seront suffisants pour satisfaire ses besoins anticipés de liquidités pour le prochain exercice.

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Un sommaire des activités du capital-actions de Hartco pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 se détaille comme suit :

Parts	Nombre de parts	\$
Total des parts en circulation au 31 décembre 2008	13 598 890	48 743
Conversion en actions ordinaires de Hartco	(13 598 890)	(48 743)
Total des parts en circulation au 30 septembre 2009	-	-

Actions ordinaires	Nombre d'actions	\$
Solde au 31 décembre 2008	-	-
Conversion des unités du Fonds	13 598 890	48 743
Actions rachetées	(2 800)	(10)
Actions annulées	(19 200)	(69)
Solde au 30 septembre 2009	13 576 890	48 664

OPÉRATIONS ENTRE SOCIÉTÉS APPARENTÉES

Des opérations entre sociétés apparentées ont été conclues dans le cours normal des affaires et elles ont été évaluées à la valeur d'échange. Ces opérations et soldes sont les suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestres terminés		Périodes de neuf mois	
	le 30 septembre		terminées le 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Comptes débiteurs - sociétés satellites ⁽¹⁾	1 267	305	1 267	305
Revenus - sociétés satellites ⁽¹⁾	1 801	1 107	6 822	3 890
Intérêts créditeurs - sociétés satellites ⁽¹⁾	-	25	74	67
Comptes débiteurs - société sous contrôle commun ⁽²⁾	4	6	4	6
Revenus - société sous contrôle commun ⁽²⁾	4	5	94	13

(1) Opérations avec les sociétés satellites.

Les sociétés satellites sont des franchisés dans lesquelles la Société ou ses filiales et sociétés en commandite détiennent une participation. Les revenus du tableau ci-dessus représentent la vente de produits provenant de Hartco s.e.c., selon des modalités normales, alors que les intérêts créditeurs ont été gagnés sur des prêts et des créances portant intérêts et sur des avances.

(2) Opérations avec une société sous contrôle commun.

Hartco est liée, par le biais de son détenteur de parts majoritaire, à une société à laquelle elle a vendu des produits.

CONCLUSION DE LA DIRECTION SUR LA DIVULGATION DES CONTRÔLES, PROCÉDURES ET CONTRÔLES INTERNES DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

a) Contrôle et procédures de communication de l'information

La direction de la Société est responsable de l'établissement et du maintien des contrôles et procédures de communication de l'information pour la Société. La direction a pris des mesures pour que ces contrôles et ces

Rapport de gestion

procédures de communication de l'information soient conçus sous sa supervision pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, soit portée à l'attention du chef de la direction et du chef de la direction financière d'autres au sein de ces entités et que cette information soit enregistrée, préparée, résumée et reportée dans les périodes spécifiques.

Au 30 septembre 2009, la direction a évalué la conception et l'application des procédures et contrôles de communication de la Société et a conclu que ceux-ci étaient efficaces.

b) Contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction de la Société est responsable d'établir et d'évaluer l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière tel que défini par le Règlement 52-109 émis par les autorités canadiennes en valeurs mobilières. La direction a pris des mesures pour que ces contrôles internes à l'égard de l'information financière soient conçus sous sa supervision pour fournir une assurance raisonnable relativement à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers à des fins externes selon les PCGR.

La direction a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Pour ce faire, elle a utilisé des critères définis dans le cadre intégré de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO »).

En raison des limitations inhérentes, les contrôles internes à l'égard de l'information financière ne peuvent prévenir ni détecter toutes les inexactitudes. De plus, toute projection des évaluations de l'efficacité de celles-ci sont sujettes au risque que ces contrôles pourraient devenir inadéquats à cause de changements aux conditions ou que le degré de conformité aux politiques et procédures pourrait se détériorer.

La direction a évalué la conception et l'efficacité du fonctionnement des contrôles et procédures à l'égard de l'information financière et a conclu, au 30 septembre 2009, qu'ils étaient efficaces. Il n'y a eu aucune faiblesse importante qui n'a été identifiée par la direction à l'égard de ceci.

Il n'y a eu aucun changement de contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société depuis la fin de l'année du 31 décembre 2008 qui aurait eu une incidence importante ou dont aurait pu raisonnablement croire qu'il aurait eu une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière du Fonds.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Comptes débiteurs

Au 30 septembre 2009, les comptes débiteurs totalisaient 56,3 M \$. La direction suit des pratiques conservatrices en accordant du crédit commercial et prend soin de mettre en pratique des techniques visant à réduire le risque crédit. La direction passe régulièrement et entièrement en revue le portefeuille des comptes débiteurs et met à jour ses estimations de montants irrécouvrables, à partir des informations les plus récentes qui soient disponibles. Ces montants constituent la base de la provision pour créances douteuses de la Société.

Stocks

Au 30 septembre 2009, les stocks totalisaient 11,2 M \$. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Les provisions appropriées ont été comptabilisées pour les stocks à rotation lente et les stocks désuets. En raison du nombre élevé de changements technologiques, la direction surveille étroitement la qualité et le profil des stocks afin d'identifier les produits pouvant présenter un risque.

Une fois ces produits identifiés, différentes stratégies sont élaborées afin de maximiser la valeur de réalisation. Il peut s'agir de retours aux fabricants, d'une activité promotionnelle (publicité, démarque des prix, etc.), et enfin, de liquidation. La direction passe en revue, sur une base permanente, les profils des produits en stock, ce qui minimise le risque global et elle met à jour les estimations qui sont faites du montant nécessaire pour refléter un tel risque. Les montants irrécouvrables estimés sont imputés au bénéfice dans la période au cours de laquelle le risque est identifié.

NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

Le 1^{er} janvier 2009, la Société a adopté le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace le chapitre 3062, intitulé *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels* et le chapitre 3450, intitulé *Frais de recherche et de développement*. Diverses modifications ont été apportées à d'autres chapitres du *Manuel de l'ICCA* à des fins d'uniformité. Le nouveau chapitre, publié en février 2008, entre en vigueur pour les états financiers relatifs aux exercices

Rapport de gestion

ouverts à compter du 1er octobre 2008. Il établit des normes relatives à la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir quant à l'écart d'acquisition, après sa constatation initiale et quant aux actifs incorporels par des entreprises à but lucratif. Les normes portant sur l'écart d'acquisition ne diffèrent pas de celles incluses dans le chapitre 3062 précédent. La Société a adopté ce nouveau chapitre sans incidence significative sur les états financiers consolidés.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES DANS LES EXERCICES FUTURS

Normes internationales d'information financière. Le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») prévoit que les PCGR du Canada utilisés par les sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes convergeront vers les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») au cours d'une période de transition qui se terminera le 1er janvier 2011, date d'entrée en vigueur des IFRS. Le 13 février 2008, le CNC a annoncé que les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS à compter de 2011. La date de basculement s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011.

Les IFRS reposent sur un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais il y a d'importantes différences quant aux exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation et de présentation. Par conséquent, la Société a élaboré un plan de basculement afin d'adopter ces nouvelles normes selon l'échéancier fixé pour ces nouvelles règles. Une équipe de mise-en-oeuvre a été formée et des conseillers indépendants ont été embauchés afin de former nos employés. La Société a terminé la phase de délimitation de l'étendue et de diagnostic au cours du dernier trimestre de 2008 et se trouve actuellement dans la phase d'analyse des répercussions et de conception. Lors de son analyse comparative des IFRS et des PCGR du Canada, la Société a décelé de nombreuses différences. Actuellement, l'incidence sur notre situation financière et les résultats d'exploitation futurs de la Société ne peut être déterminée ou estimée de façon raisonnable. La Société réévaluera et ajustera continuellement le plan de basculement afin de s'assurer que le processus de mise-en-oeuvre couvre adéquatement les principaux éléments du plan.

En janvier 2009, l'ICCA a émis trois nouveaux chapitres afin de converger vers les normes internationales pour les regroupements d'entreprises et la divulgation des participations sans contrôle:

Le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*. Ce nouveau chapitre s'appliquera aux regroupements d'entreprises pour lesquels l'acquisition aura eu lieu pendant ou après les périodes intermédiaires ou les exercices du Fonds ouverts à compter du 1er janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. Ce chapitre améliore la pertinence, la fiabilité et la comparabilité de l'information relative à un regroupement d'entreprises et à ses effets que fournit l'entité publiante dans ses états financiers. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur les états financiers consolidés.

Le chapitre 1601, *États financiers consolidés*. Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers des périodes intermédiaires ou des exercices ouverts du Fonds à compter du 1er janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. Ce chapitre établit les normes pour la préparation des états financiers consolidés. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur les états financiers consolidés.

Le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*. Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers des périodes intermédiaires ou des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. L'adoption anticipée est permise. Ce chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans des états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur les états financiers consolidés.

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Des renseignements additionnels sur la Société, incluant sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Montréal, Canada
Le 12 novembre 2009

États consolidés des résultats et du résultat étendu

(non vérifiés)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois terminés le 30 septembre

(en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)

	Trimestres terminés le 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées le 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Revenus	99 041	102 500	317 005	349 362
Coût des ventes et des frais d'exploitation (Note 3)	96 362	100 983	312 017	340 079
Bénéfice avant les éléments suivants	2 679	1 517	4 988	9 283
Amortissement	451	571	1 490	1 796
Bénéfice d'exploitation	2 228	946	3 498	7 487
Frais financiers (Note 4)	118	184	522	572
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices, quote-part des résultats des sociétés satellites et part des actionnaires sans contrôle	2 110	762	2 976	6 915
Impôts sur les bénéfices				
Exigibles	74	(40)	74	(58)
Futurs	273	368	581	1 879
	347	328	655	1 821
Bénéfice avant quote-part des résultats des sociétés satellites et part des actionnaires sans contrôle	1 763	434	2 321	5 094
Quote-part des résultats des sociétés satellites	122	141	409	354
Part des actionnaires sans contrôle	(271)	84	(153)	138
Bénéfice net et résultat étendu	1 614	659	2 577	5 586
Bénéfice par action (Note 6) - de base	0,12	0,05	0,19	0,41
- dilué	0,11	0,05	0,19	0,41

États consolidés de l'avoir des actionnaires

(non vérifiés)

Pour les périodes de neuf mois terminées le 30 septembre

(en milliers de dollars)

	2009				
			<u>Bénéfices non répartis</u>		
	Capital actions	Surplus d'apport	Bénéfices cumulés	Distributions cumulées	Total
Solde au 31 décembre 2008	48 743	661	37 422	(26 663)	60 163
Bénéfice net pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009	-	-	2 577	-	2 577
Rémunération par le biais d'actions (Note 9)	-	14	-	-	14
Rachat et annulation d'actions (Note 9)	(79)	31	-	-	(48)
Distributions					
Détenteurs de parts	-	-	-	(1 748)	(1 748)
Détenteurs d'actions reflet	-	-	-	(585)	(585)
Solde au 30 septembre 2009	48 664	706	39 999	(28 996)	60 373

	2008				
			<u>Bénéfices non répartis</u>		
	Capital actions	Surplus d'apport	Bénéfices cumulés	Distributions cumulées	Total
Solde au 31 décembre 2007	48 728	633	29 313	(18 664)	60 010
Bénéfice net pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008	-	-	5 586	-	5 586
Distributions de parts (Note 9)	15	(1)	-	-	14
Distributions					
Détenteurs de parts	-	-	-	(4 495)	(4 495)
Détenteurs d'unités d'actions reflet	-	-	-	(1 504)	(1 504)
Solde au 30 septembre 2008	48 743	632	34 899	(24 663)	59 611

États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifiés)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois terminés le 30 septembre
(en milliers de dollars)

	Trimestres terminés le 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées le 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Flux de trésorerie liés aux:				
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	1 614	659	2 577	5 586
Ajustements pour:				
Amortissement des immobilisations corporelles	360	489	1 100	1 456
Amortissement des actifs incorporels	91	82	390	340
Perte sur la disposition des immobilisations corporelles	33	-	33	86
Rémunération par le biais d'actions (Note 9)	14	7	(4)	(17)
Impôts futurs	273	368	581	1 879
Quote-part des résultats des sociétés satellites, nette des dividendes reçus	(122)	(141)	(159)	(104)
Part des actionnaires sans contrôle	271	(84)	153	(138)
	2 534	1 380	4 671	9 088
Variation des éléments hors-caisse du fonds de roulement (Note 7)	1 987	4 452	9 611	2 006
	4 521	5 832	14 282	11 094
Activités de financement				
Distributions aux détenteurs de parts et d'unités d'actions reflet (Note 9)	-	(1 999)	(3 000)	(5 999)
Frais financiers reportés	(209)	-	(296)	-
Dividendes aux actionnaires sans contrôle	-	-	-	(125)
Rachat d'actions (Note 9)	(48)	-	(48)	-
	(257)	(1 999)	(3 344)	(6 124)
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(335)	(117)	(481)	(613)
Disposition d'immobilisations corporelles	-	-	-	460
Acquisitions d'actifs incorporels	(71)	(95)	(412)	(288)
Encaissement net des prêts à recevoir	-	5	-	271
	(406)	(207)	(893)	(170)
Flux de trésorerie des activités poursuivies	3 858	3 626	10 045	4 800
Décaissements des activités abandonnées (Note 5)	(193)	(372)	(188)	(2 032)
Variation nette de l'encaisse	3 665	3 254	9 857	2 768
Encaisse au début	12 970	3 268	6 778	3 754
Encaisse à la fin	16 635	6 522	16 635	6 522

Bilans consolidés

(en milliers de dollars)

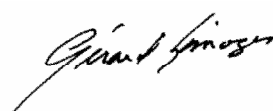
	30 septembre 2009	31 décembre 2008	Au 30 septembre 2008
Actif	(non vérifié)	(vérifié)	(non vérifié)
À court terme			
Encaisse	16 635	6 778	6 522
Débiteurs	56 304	68 370	57 802
Stocks (Note 3)	11 212	18 597	16 161
Impôts futurs	1 222	2 086	1 311
Actifs à court terme des activités abandonnées (Note 5)	9	45	43
	85 382	95 876	81 839
Placements	2 933	2 774	2 643
Immobilisations corporelles	7 881	8 533	8 757
Actifs incorporels et autres actifs	1 561	1 243	1 058
Impôts futurs	819	536	3 182
Écarts d'acquisition	4 815	4 815	4 815
	103 391	113 777	102 294
Passif			
À court terme			
Créditeurs et charges à payer	36 256	46 618	35 620
Revenus reportés	4 869	4 192	3 538
Distributions à payer	-	667	667
Impôts sur le bénéfice à payer	372	545	657
Passif à court terme des activités abandonnées (Note 5)	666	890	1 479
	42 163	52 912	41 961
Part des actionnaires sans contrôle	855	702	722
	43 018	53 614	42 683
Avoir des actionnaires (Note 9)			
Capital actions	48 664	48 743	48 743
Surplus d'apport	706	661	632
Bénéfices non répartis	11 003	10 759	10 236
	60 373	60 163	59 611
Engagements, garanties et éventualités (Note 10)			
	103 391	113 777	102 294

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

Au nom du conseil



Harry Hart, Administrateur



Gérard A. Limoges, Administrateur

Notes aux états financiers consolidés

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

1. DESCRIPTION ET NATURE SAISONNIÈRE DES ACTIVITÉS

Hartco inc. (la « Société ») a été incorporée sous la *Loi canadienne par actions* le 17 février 2009.

Le 14 avril 2009, les porteurs de parts du Fonds et les actionnaires d'Investissements Hartco inc., une société affiliée, ont adopté des résolutions extraordinaires approuvant le projet de plan d'arrangement annoncé précédemment impliquant le Fonds, Hartco inc., Investissements Hartco inc. et Fiducie d'exploitation Hartco. Le 15 avril 2009, Hartco a obtenu l'ordonnance finale de la Cour Supérieure du Québec relativement à son projet de plan d'arrangement, laquelle complète la conversion de la fiducie à Hartco inc. La conversion a été implantée suite à un plan d'arrangement sous la *Loi canadienne par actions*. Suite au plan d'arrangement, toutes les parts en circulation du Fonds ainsi que les actions reflet d'Investissements Hartco inc. ont été échangées en actions ordinaires de Hartco inc. sur la base de une-sur-une. Il y avait 13 598 890 actions ordinaires de Hartco inc. présentement émises et en circulation suite à cette conversion.

Cet arrangement a été comptabilisé selon la méthode de la continuité des intérêts communs de Fonds de revenu Hartco puisque Hartco inc. continuera d'exercer les mêmes activités du Fonds et qu'il n'y a aucun transfert de propriété. Les chiffres comparatifs sont ceux présentés par le Fonds.

Afin de simplifier la lecture du rapport trimestriel, nous référerons à Hartco ou la Société pour la période pendant laquelle elle opérait en fiducie et utiliserons bénéfice par action, actions et actionnaires pour désigner le bénéfice par part, les parts et les détenteurs de parts.

En tant que société par actions, Hartco est assujettie à l'impôt fédéral et provincial sur les bénéfices des sociétés à compter de la date de prise d'effet de l'arrangement. Hartco entend utiliser ses attributs fiscaux actuels pour réduire son bénéfice imposable suite à la conversion et prévoit utiliser ses pertes fiscales reportées.

Hartco est un chef de file dans le domaine des technologies de l'information au Canada depuis plus de trente ans. Par l'entremise de ses unités d'exploitation, incluant dans leur ensemble plus de 60 établissements partout au Canada et regroupées sous les bannières Metafore^{MC}, Microserv^{MD}, MicroAge^{MD} et Northwest Digital^{MD}, Hartco fournit des solutions en matière de technologies de l'information à des organisations de toutes tailles des secteurs privé et public.

Historiquement, le niveau des revenus de la Société est plus important aux premier et quatrième trimestres, et moins élevé au cours des deuxième et troisième trimestres. Cette tendance est liée aux cycles d'achats des entreprises et des organismes gouvernementaux qui sont plus élevés en fin d'exercice.

2. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

Le 1^{er} janvier 2009, la Société a adopté le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace le chapitre 3062, intitulé *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels* et le chapitre 3450, intitulé *Frais de recherche et de développement*. Diverses modifications ont été apportées à d'autres chapitres du *Manuel de l'ICCA* à des fins d'uniformité. Le nouveau chapitre, publié en février 2008, entre en vigueur pour les états financiers relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. Il établit des normes relatives à la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir quant à l'écart d'acquisition, après sa constatation initiale et quant aux actifs incorporels par des entreprises à but lucratif. Les normes portant sur l'écart d'acquisition ne diffèrent pas de celles incluses dans le chapitre 3062 précédent. La Société a adopté ce nouveau chapitre sans incidence significative sur les états financiers consolidés.

3. STOCKS

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé sur la base du premier entré, premier sorti. Le coût d'acquisition des stocks est établi à partir du prix d'achat, des droits d'importation et de transport moins les remises et les rabais. Une revue des stocks est effectuée à la fin de chaque trimestre afin de déterminer si une dépréciation de la valeur comptable est nécessaire. La dépréciation est comptabilisée dans le coût des ventes au moment où elle est constatée.

Notes aux états financiers consolidés (suite)

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois terminés les 30 septembre 2009 et 2008, les montants des stocks ont été comptabilisés à la dépense comme suit :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	terminés le 30 septembre		terminées le 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Achats	71 161	71 010	227 095	249 907
Dépréciation pour la désuétude et l'âge des stocks	343	283	881	668
Variation nette des stocks	(1 378)	1 952	140	2 889
Total de la charge de stocks	70 126	73 245	228 116	253 464

La dépréciation de la valeur comptable pour les trimestres terminés les 30 septembre 2009 et 30 septembre 2008 est reliée à des stocks à rotation lente.

4. FRAIS FINANCIERS

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	terminés le 30 septembre		terminées le 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Intérêts débiteurs sur la facilité de crédit	-	32	9	166
Autres intérêts et frais bancaires	148	185	598	511
Revenus d'intérêts	(30)	(33)	(85)	(105)
	118	184	522	572

5. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Suite au désinvestissement de sa division de vente au détail CompuSmart en 2007, la Société a réglé certaines obligations reliées à des baux résiliés et négocie présentement pour régler les passifs liés aux baux restants.

Les résultats des activités de CompuSmart, ses flux de trésorerie et sa position financière ont été traités séparément dans les états financiers consolidés et ils apparaissent à titre d'activités abandonnées.

Les résultats des activités abandonnées ont été nil pour les trimestres terminés les 30 septembre 2009 et 2008.

Les flux de trésorerie pour les activités abandonnées se détaillent comme suit :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	terminés le 30 septembre		terminées le 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Décaissements des activités d'exploitation	(193)	(372)	(188)	(2 032)
Décaissements des activités d'investissement	-	-	-	-
Flux de trésorerie des activités de financement	-	-	-	-
Décaissements des activités abandonnées	(193)	(372)	(188)	(2 032)

Notes aux états financiers consolidés (suite)

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

Au 30 septembre 2009, l'actif et le passif des activités abandonnées sont présentés distinctement au bilan consolidé et ont été reclassés comme actif à court terme des activités abandonnées et passif à court terme et à long terme des activités abandonnées comme suit :

Actif	30 septembre 2009	Au	
		31 décembre 2008	30 septembre 2008
Actif			
À court terme			
Débiteurs	9	45	43
Actifs à court terme des activités abandonnées	9	45	43
Passif			
À court terme			
Créditeurs et charges à payer	19	27	20
Obligations liées aux baux	632	848	1 443
Revenus reportés	15	15	16
Passif à court terme des activités abandonnées	666	890	1 479
Passif net des activités abandonnées	(657)	(845)	(1 436)

6. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le terme action est utilisé soit pour les actions ou les parts en circulation pour les périodes de référence précédant la conversion du Fonds de revenu. Par conséquent, le tableau suivant, présente le bénéfice net et le nombre moyen pondéré d'actions utilisées dans le calcul du bénéfice par action :

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	terminés le 30 septembre	terminés le 30 septembre	terminés le 30 septembre	terminés le 30 septembre
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net	1 614	659	2 577	5 586
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation				
- de base	13 596	13 599	13 598	13 599
- dilué	14 117	13 599	13 772	13 599

7. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS-CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT

	Trimestres		Périodes de neuf mois	
	terminés le 30 septembre	terminés le 30 septembre	terminés le 30 septembre	terminés le 30 septembre
	2009	2008	2009	2008
Débiteurs	5 062	7 975	12 066	13 141
Stocks	2 752	2 844	7 385	3 331
Créditeurs et charges à payer	(5 847)	(5 874)	(10 344)	(13 556)
Revenus reportés	114	19	677	(33)
Impôts sur les bénéfices à payer	94	(512)	(173)	(877)
	2 175	4 452	9 611	2 006

8. FACILITÉ DE CRÉDIT

Le 31 juillet 2009, la Société a conclu une nouvelle entente de financement de l'ordre de 45,0 M \$ afin de remplacer la facilité de crédit garantie par des actifs de 55,0 M \$ qui venait à échéance le 31 décembre 2009. Cette nouvelle entente comprend une tranche de crédit rotative renouvelable de 3 ans de 25,0 M \$ qui peut être prolongée d'une année supplémentaire avant chaque date d'anniversaire et de deux tranches de crédit remboursables sur demande de 10 M \$ chacune. Cette facilité de crédit porte intérêt à divers taux selon le taux de base ou le taux des acceptations bancaires majoré d'une prime calculée sur la base de l'atteinte de certains ratios financiers. De plus, la Société est assujettie au maintien de ratios habituels de couverture de la dette sur l'avoir net corporel et des charges fixes ainsi que certaines

Notes aux états financiers consolidés (suite)

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

autres conditions. Cette nouvelle facilité permettra à Hartco de bénéficier d'une plus grande flexibilité et sera mieux adaptée à son modèle d'affaires. La facilité précédente garantie par des actifs avait été négociée en 2004 alors que Hartco exerçait une part importante de ses activités dans le secteur de la vente au détail, duquel elle s'est retirée en 2007. La nouvelle facilité sera utilisée pour financer les activités courantes et les besoins de fonds de roulement de la Société et fournira les liquidités requises pour soutenir son développement. Au 30 septembre 2009, la Société respectait ses ratios financiers et ses ratios de couverture.

9. AVOIR DES ACTIONNAIRES

Un sommaire des activités du capital-actions de Hartco pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 se détaille est comme suit :

Parts	Nombre de parts	\$
Total des parts en circulation au 31 décembre 2008	13 598 890	48 743
Conversion en actions ordinaires de Hartco	(13 598 890)	(48 743)
Total des parts en circulation au 30 septembre 2009	-	-

Actions ordinaires

Autorisées:

Un nombre illimité d'actions ordinaires de Hartco

Émises:

	Nombre de parts	\$
Total en circulation au 31 décembre 2008	-	-
Conversion des parts du Fonds	13 598 890	48 743
Actions rachetées	(2 800)	(10)
Actions annulées	(19 200)	(69)
Total en circulation au 30 septembre 2009	13 576 890	48 664

Actions privilégiées

Autorisées:

Un nombre illimité d'actions privilégiées de Hartco, non-votantes, non-participantes

Émises:

Aucune action privilégiée n'a été émise

Rachat et annulation d'actions

Au cours du trimestre, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cadre normal de ses activités. Dans le cadre de cette offre publique de rachat, Hartco est autorisée à racheter à des fins d'annulation jusqu'à concurrence de 679 944 actions ordinaires durant la période de douze mois commençant le 28 août 2009 et se terminant le 27 août 2010, représentant 5% des actions ordinaires de Hartco émises et en circulation. Hartco effectuera ses achats par l'entremise de la Bourse de Toronto au prix du marché des actions ordinaires au moment du rachat. Au 30 septembre, 2009 le Société avait racheté 22 000 actions à un prix moyen de 2,18 \$ pour un total de 48 000 \$ et avait annulé 19 200 actions. Les actions restantes ont été annulées postérieurement au 30 septembre 2009.

Régime d'option d'actions

Le conseil d'administration de la Société a créé un régime d'options d'achat d'actions 2009 (le « régime d'options d'achat d'actions ») à l'intention des administrateurs, des dirigeants et des employés de la Société. Les principales modalités du régime d'options d'achat d'actions sont les suivantes :

- (a) le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises par suite de la levée d'options octroyées dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions correspond à 10 % du nombre d'actions ordinaires de la Société qui sont émises et en circulation à l'occasion;

Notes aux états financiers consolidés (suite)

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

- (b) une option ne peut être octroyée au titulaire d'option que si le nombre global des actions ordinaires :
 - (i) émises à des « initiés », au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario, au cours de toute période de un an; et
 - (ii) pouvant être émises à des « initiés », à tout moment, dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions ou, lorsque ce nombre est combiné à tous les autres mécanismes de rémunération à base de titres de la Société, est inférieur à 10 % du nombre total d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société;
- (c) le prix de levée des options octroyées aux termes du régime d'options d'achat d'actions est fixé au moment de l'octroi des options, mais ne peut être inférieur au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement le jour où une option est octroyée;
- (d) le conseil d'administration établit la durée de chaque option au moment où celle-ci est octroyée, sous réserve d'une durée maximale de dix ans à compter de la date d'octroi de l'option; et
- (e) les droits de chaque option deviendront « acquis » par tranche de 20 % des actions ordinaires visées par l'option, à partir de la première année après la date d'octroi de sorte que l'option sera entièrement « acquise » cinq ans après la date d'octroi, sauf décision contraire du conseil d'administration de la Société au moment de l'octroi.

La Société fait des paiements fondés sur des actions qui sont réglées en instruments de capitaux propres à certains employés. La juste valeur de ces attributions est comptabilisée à la date d'octroi. La méthode d'acquisition de ces droits est graduelle. La Société détermine la juste valeur en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes qui est un modèle analytique, pour évaluer chaque type d'option.

La juste valeur de chaque attribution est constatée en charge sur la période d'acquisition des droits sur une base linéaire en tenant compte d'une estimation du nombre d'instrument de capitaux propres dont l'acquisition est attendue. Le niveau d'acquisition est révisé trimestriellement et le montant passé en charge est ajusté pour refléter la variation entre le niveau d'acquisition estimé versus le niveau d'acquisition actuel.

2009

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par action
Options en cours au début de la période	-	-
Options octroyées	987 668	2,18 \$
Options en cours à la fin de la période	987 668	2,18 \$
Options pouvant être exercées à la fin de la période	-	2,18 \$

La juste valeur des options attribués durant l'année a été déterminé en utilisant le modèle Black et Scholes en utilisant les hypothèses ci-dessous :

2009

	Régime d'options d'achat d'actions
Date d'octroi	13 août 2009
Prix des actions à la date d'octroi	2,18 \$
Prix d'exercice	2,18 \$
Durée de vie de l'option	10 ans
Taux d'intérêt sans risque	2,85%
Volatilité prévue	42%
Rendement prévue de l'action	0%
Juste valeur de l'option	1,22 \$

La volatilité prévue tient compte de la volatilité historique du prix des actions de la Société sur une période des six derniers mois.

Le taux d'intérêts sans risque utilisé pour déterminer la juste valeur des attributions d'options sur action est basé sur une courbe des taux du gouvernement du Canada.

Notes aux états financiers consolidés (suite)

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

La juste valeur résultant du calcul est passée en charge sur une période de service de dix ans en utilisant l'hypothèse qu'aucune des options ne viendra à échéance durant la période de service lorsque les employés quittent la Société.

Suite à cette analyse, la Société a comptabilisé des charges de rémunération de 14 000 \$ au cours du trimestre se terminé le 30 septembre 2009.

Programme incitatif à long terme

En 2006, le Conseil des fiduciaires du Fonds a approuvé un Programme incitatif à long terme (« PILT»). Les fiduciaires, dirigeants et associés du Fonds et de ses sociétés affiliées étaient admissibles au PILT jusqu'à son annulation subséquemment à la conversion du Fonds. Conformément à ce PILT, les parts attribuées étaient acquises sur une période de trois ans à partir de la date d'attribution. Les fiduciaires du Fonds n'ont approuvé aucune attribution de parts durant les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre 2009 et 30 septembre 2008. Suite à l'annulation du PILT, la Société a renversé une charge de 38 000 \$ au cours de la période de neuf mois terminée, alors qu'au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2008, la Société a comptabilisé un renversement de la dépense de 18 000 \$ en raison de la diminution du prix des parts sur le marché.

Durant la période terminée le 30 septembre 2009, le Fonds n'a distribué aucune part à ses dirigeants, comparativement à 18 555 parts pour la période correspondante de 2008. Durant la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, le Fonds a acheté sur le marché public et a distribué 19,000 parts tandis que le Fonds a distribué 15 021 parts achetées sur le marché public et a distribué 3 534 parts auto-détenues durant la période correspondante de 2008.

10. ENGAGEMENTS, GARANTIES ET ÉVENTUALITÉS

Garanties

La Société, par l'entremise de sa filiale Hartco s.e.c., la Société s'est portée garante auprès d'une institution financière d'un franchisé, jusqu'à un montant maximum de 400 000 \$. Au 30 septembre 2009, aucun montant n'était sujet à remboursement par la Société. Dans l'éventualité où un recours serait exercé contre la Société, la Société pourrait compenser toute somme exigible par son propre recours contre les actifs du franchisé pour compenser les sommes à rembourser en vertu de cette garantie. Si une somme devient exigible en vertu de cette garantie, une charge correspondant à l'excédent du montant payé sur la valeur de réalisation nette des actifs donnés en garantie sera portée aux résultats du trimestre alors en cours.

La Société s'est engagée auprès de plusieurs institutions financières à racheter les stocks de certains franchisés selon certaines modalités. Le montant du rachat à payer est limité aux montants dus à l'institution financière ou au prix de vente initial des stocks en main, selon le moindre des deux montants. Au 30 septembre 2009, la somme maximale à payer selon la garantie de tous les stocks à racheter totalisait 1,8 M \$. Advenant un recours contre la Société au terme de ces engagements, les stocks seront vendus dans le cours normal des activités.

Éventualités

La Société, dans le cours normal des affaires, est également citée dans d'autres réclamations et poursuites qu'il conteste actuellement. La direction croit que le règlement de ces réclamations et de ces poursuites n'aura aucune incidence négative importante sur la situation financière, les bénéfices ou les flux de trésorerie de la Société.

11. GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société est de gérer ses capitaux afin de s'assurer d'avoir des liquidités suffisantes pour poursuivre sa stratégie de croissance organique, tout en adoptant une approche prudente par rapport à l'effet de levier financier et la gestion de ses risques financiers.

Les capitaux de la Société sont composés de l'avoir des détenteurs de parts et de la facilité de crédit, nets de l'encaisse.

La stratégie financière de la Société est conçue et formulée pour maintenir une structure de capital flexible correspondant aux objectifs de la Société afin de répondre aux changements de conditions économiques et minimiser les risques reliés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capitaux, la Société a la capacité d'acheter des parts à des fins d'annulation, d'émettre de nouvelles parts, d'augmenter sa dette (garantie, non garantie et/ou d'autres types de titres de créance disponibles), de négocier une nouvelle facilité de crédit avec différentes

Notes aux états financiers consolidés (suite)

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

caractéristiques ou d'augmenter son encaisse par l'entremise de titrisation de ses comptes clients. La Société n'est assujettie à aucune clause financière externe autre que la clause relative à la facilité de crédit.

La Société évalue son rendement à l'aide de différents indicateurs tels que le rendement sur capital investi (RCI), le cycle de conversion de l'encaisse, le rendement sur fonds de roulement utilisé (RFRU), le nombre de jours en inventaire, le délai moyen d'encaissement des comptes clients, le délai moyen de règlement des comptes fournisseurs et le ratio dette:capitalisation.

12. INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société est exposée à différents risques en raison de ses actifs et passifs financiers. L'analyse qui suit fournit une évaluation des risques au 30 septembre 2009.

a) *Risque de crédit*

Les principaux actifs financiers de la Société sont composés de l'encaisse, les débiteurs et les prêts à recevoir représentant l'exposition de la Société au risque de crédit relié à ses actifs financiers.

Le risque de crédit de la Société est principalement attribuable à ses comptes clients. Les montants divulgués dans le bilan sont nets des provisions pour créances douteuses estimées par la direction de la Société qui sont basées sur l'expérience de recouvrement antérieure et l'évaluation du contexte économique actuel. La Société croit que le risque de crédit associé à ses comptes clients est limité pour les raisons suivantes :

- La vaste clientèle de la Société se trouve dans différentes industries, répartie dans les secteurs public et privé et dans divers emplacements géographiques.
- La Société n'a aucun compte qui représente plus de 3% de ses comptes clients.
- Environ 67 % de ses comptes clients sont courants, 23 % sont âgés de moins de 60 jours et 10% sont âgés de plus de 60 jours.
- La Société a établi différentes mesures de contrôle à l'interne pour réduire les risques de crédit, y compris un service de crédit dédié. Ce service est chargé d'analyser et recommander les limites de crédit allouées aux clients. La Société effectue également des revues de crédit périodiques auprès de ses clients.
- La Société comptabilise une provision pour créances douteuses lorsque la direction considère que le montant de recouvrement prévu est en deça du solde du compte client. Suite à l'évaluation de la situation courante, une provision de 0,1 M \$ a été comptabilisée au cours de la période de neuf mois de 2009.

Le risque de crédit sur l'encaisse est limité puisque les parties contractantes sont des institutions financières ayant des cotes de crédit élevées attribuées par des agences de crédit internationales.

b) *Risques du marché*

i) *Risque de change*

Les résultats de la Société sont sujets à des fluctuations découlant des mouvements de taux de change lorsque des transactions sont faites dans des devises autres que le dollar canadien. La Société considère qu'il s'agit d'un risque relativement limité et il n'utilise pas d'instruments de couverture pour gérer son exposition au risque de change car les volumes et montants de ces transactions sont non significatifs. L'incidence d'une augmentation d'un point au taux de change est négligeable sur le bénéfice net.

ii) *Risque de taux d'intérêt*

La Société est exposée à un risque de taux d'intérêt relativement à l'encaisse, à la facilité de crédit et au taux d'intérêt sur les prêts à recevoir.

c) *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité est relié à l'incapacité potentielle de la Société de s'acquitter de ses obligations financières au moment de leur échéance ou d'effectuer ses distributions en espèces. La Société gère son risque de liquidité par la gestion de sa structure de capital et en profitant de l'effet de levier financier. Il gère également son risque de liquidité en surveillant continuellement ses flux de trésorerie actuels et projetés, en considérant le caractère saisonnier de ses

Notes aux états financiers consolidés (suite)

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les montants des tableaux sauf pour le nombre d'actions et les montants par action)

ventes et des recettes en appariant le profil d'échéance des actifs et des passifs financiers. Le Conseil des fiduciaires revoit et approuve le budget d'exploitation et le budget d'immobilisations de la Société, les distributions aux détenteurs de parts ainsi que toute transaction qui pourrait déborder du cours normal de ses activités, y compris des propositions pour faire des acquisitions ou d'autres investissements ou désinvestissements. Au cours des dernières années, la Société a financé sa capacité d'expansion et la croissance de ses ventes principalement par l'entremise de fonds auto-générés et l'utilisation périodique de sa facilité de crédit renouvelable pour financer le cycle de conversion de l'encaisse et les exigences saisonnières de la gestion de son fonds de roulement.

Au 30 septembre 2009, la Société possédait une facilité de crédit qui comprend une tranche de crédit rotative renouvelable de 3 ans de 25,0 M \$ qui peut être prolongée d'une année supplémentaire avant chaque date d'anniversaire et de deux tranches de crédit remboursables sur demande de 10 M \$ chacune. La Société est assujettie au maintien de ratios habituels de couverture de la dette sur l'avoir net corporel et des charges fixes ainsi que certaines autres conditions. Au 30 septembre 2009, la Société respectait ses ratios financiers et ses ratios de couverture.

d) *Juste valeur*

Au 30 septembre 2009, la juste valeur de l'ensemble des instruments financiers se rapprochait de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

13. DONNÉES COMPARATIVES

Certaines données comparatives ont été reclassées afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'année en cours.

14. SECTEURS D'ACTIVITÉS

La Société exerce ses activités dans deux secteurs au Canada : le secteur Distribution et franchisage et le secteur Vente aux entreprises.

Le secteur **Distribution et franchisage** englobe les activités de distribution de la Société menées par Hartco Société en commandite (« Hartco s.e.c. »), les services offerts par la Société ainsi que le franchisage d'établissements vendant une vaste gamme de solutions de technologies de l'information à des entreprises de toutes tailles des secteurs privé et public. Les franchises œuvrent sous les enseignes Metafore^{MC}, Microserv^{MD}, MicroAge^{MD} et Northwest Digital^{MD} qui ensemble comptent plus de 60 établissements à travers le pays. Les revenus de ce secteur comprennent des revenus découlant de la vente de produits aux franchisés et des redevances provenant des revenus des franchisés.

Le secteur **Vente aux entreprises** englobe les activités des établissements exploités par les sociétés en commandite de la Société sous les dénominations Metafore s.e.c. (« Metafore »), Solutions Technologiques Dorval s.e.c. (« Microserv »), ainsi que celles d'une franchise MicroAge, désignée comme une entité à détenteurs de droits variables (« EDDV »).

Ces secteurs sont gérés séparément, étant donné qu'ils requièrent des stratégies de marché spécifiques. La Société évalue le rendement de chacun des secteurs selon leur bénéfice d'exploitation.

Les conventions comptables de chacun des secteurs sont identiques à celles utilisées aux fins des états financiers consolidés. Les ventes intersectorielles sont effectuées à la valeur d'échange qui se rapproche de celle qui prévaut au sein des marchés desservis. La gestion des frais financiers et des impôts sur les bénéfices est centralisée, et par conséquent, ces charges ne sont pas attribuées à ces secteurs.

Notes aux états financiers consolidés (suite)

(non vérifiés)

(en milliers de dollars pour les tableaux sauf pour le nombre d'établissements)

Le tableau suivant présente un résumé de l'information par secteur d'activités poursuivies de la Société :

Trimestres terminés le 30 septembre

	2009			2008		
	Secteur			Secteur		
	Distribution/ franchisage	Vente aux entreprises	Total	Distribution/ franchisage	Vente aux entreprises	Total
Revenus	55 391	85 931	141 322	63 124	86 212	149 336
Redevances	450	-	450	471	-	471
Opérations intersectorielles	(42 731)	-	(42 731)	(47 307)	-	(47 307)
	13 110	85 931	99 041	16 288	86 212	102 500
Coût des ventes et frais d'exploitation	55 550	40 812	96 362	63 676	37 307	100 983
Opérations intersectorielles	(42 731)	42 731	-	(47 307)	47 307	-
	12 819	83 543	96 362	16 369	84 614	100 983
Bénéfice (perte) d'exploitation avant l'élément suivant	291	2 388	2 679	(81)	1 598	1 517
Amortissement	158	293	451	235	336	571
Bénéfice (perte) d'exploitation	133	2 095	2 228	(316)	1 262	946
Actifs	36 830	66 552	103 382	25 330	76 921	102 251
Écarts d'acquisition	-	4 815	4 815	-	4 815	4 815
Dépenses en immobilisations	75	331	406	130	82	212
<u>Nombre d'établissements</u>						
Début et fin du trimestre	45	17	62	47	17	64

Périodes de neuf mois terminées le 30 septembre

Revenus	190 187	268 638	458 825	220 826	297 124	517 950
Redevances	1 492	-	1 492	1 536	-	1 536
Opérations intersectorielles	(143 312)	-	(143 312)	(170 124)	-	(170 124)
	48 367	268 638	317 005	52 238	297 124	349 362
Coût des ventes et frais d'exploitation	190 847	121 170	312 017	221 623	118 456	340 079
Opérations intersectorielles	(143 312)	143 312	-	(170 124)	170 124	-
	47 535	264 482	312 017	51 499	288 580	340 079
Bénéfice d'exploitation avant l'élément suivant	832	4 156	4 988	739	8 544	9 283
Amortissement	596	894	1 490	690	1 106	1 796
Bénéfice d'exploitation	236	3 262	3 498	49	7 438	7 487
Actifs	36 830	66 552	103 382	25 330	76 921	102 251
Écarts d'acquisition	-	4 815	4 815	-	4 815	4 815
Dépenses en immobilisations	507	386	893	361	540	901
<u>Nombre d'établissements</u>						
Début de la période	46	17	63	47	18	65
Ouverts	-	-	-	1	-	1
Fermés	(1)	-	(1)	(1)	(1)	(2)
Fin de la période	45	17	62	47	17	64

Hartco

w w w . h a r t c o . c o m

Hartco inc., 9393 boul. Louis-H.-Lafontaine, Montréal, Québec, H1J 1Y8
Tél : (514) 354-3810 Téléc. : (514) 354-8989